

Solidarité avec les réfugiés et sans papiers

L'afflux des réfugiés est le produit des guerres, des dictatures, de la misère, de l'oppression. Une magnifique solidarité citoyenne s'est manifestée spontanément. Les patrons tentent de la récupérer à leur profit pour transformer les réfugiés et les sans-papiers en main d'œuvre à bon marché. Le gouvernement utilise les horreurs barbares de l'Etat islamique pour tenter de justifier de nouvelles aventures guerrières qui ne résoudront rien. Ne tombons pas dans les panneaux du racisme et de la guerre. Opposons-y la solidarité la plus large, l'intégration des réfugiés et des sans-papiers à nos syndicats, et le soutien aux mouvements populaires, en Syrie et ailleurs, qui luttent pour la démocratie et la justice sociale. ■



Tous à Paris contre le sommet climat des multinationales

Le sommet des Nations Unies sur le climat se tient à Paris en décembre. Les gouvernements nous jettent de la poudre aux yeux en promettant un "accord ambitieux". En réalité, l'accord qu'ils préparent n'empêchera pas un réchauffement de 3,6 à 4°C d'ici la fin du siècle. Une catastrophe, qui fera monter le niveau des océans d'une dizaine de mètres! La cause de cette situation: les multinationales du pétrole, du charbon et du gaz font passer leurs profits avant tout et les gouvernements leur mangent dans la main. Refusons cette politique criminelle! Luttons tout de suite pour une transition juste vers une économie basée uniquement sur les renouvelables. Exigeons la socialisation sans indemnités ni rachat des secteurs de l'énergie et de la finance, un plan démocratique pour la transition et le partage entre tous du travail disponible. ■

Devenez membre de la LCR

Un long combat plein d'embûches attend les exploité-e-es et les opprimé-e-es. Pour y faire face, il ne suffit pas de s'organiser dans des associations et des syndicats: il faut une perspective politique, une organisation politique. La LCR est une organisation anticapitaliste qui se veut féministe, écosocialiste et internationaliste.

Nous nous appelons **LIGUE** parce que nous ne sommes pas un parti. Un nouveau parti des exploité-e-s et des opprimé-e-s est nécessaire, il faut le construire, cela demandera du temps et des regroupements. La LCR participe à ceux-ci chaque fois que cela permet de faire avancer le combat.

Nous nous appelons **COMMUNISTE** parce que la construction et la gestion démocratique de ce qui est commun est la seule alternative possible au capitalisme. Nous restons fidèles à l'idéal initial du communisme, qui est un idéal démocratique basé sur l'auto-organisation et l'autogestion à tous les niveaux. Nous n'avons rien de commun avec le stalinisme et la bureaucratie en général.

Nous nous appelons **REVOLUTIONNAIRE** parce que les élections et la concertation ne résoudront rien. C'est seulement par l'action de masse démocratiquement organisée que nous pourrons mettre fin aux injustices, par la grève générale active avec occupation des entreprises et élection de comités de grève.

Ligue Communiste Révolutionnaire
20 Rue Plantin, 1070 Bruxelles
0489 99.56.43
info@lcr-lagauche.org

Soutenez notre action, faites un don!
BE09 0010 72845157

www.lcr-lagauche.org
facebook.com/lcr.sap.4
twitter.com/LcrSap4



Ed. resp. André Henry, 20 Rue Plantin, 1070 Bruxelles // photo: www.kwasnycollective.com

LE CAPITALISME
NOUS DETRUIT:
DETRUISONS
LE CAPITALISME!

Ce système injuste basé sur la concurrence pour le profit d'une minorité de privilégiés est en train de nous mener à la catastrophe.

Catastrophe sociale, avec le chômage massif, la pauvreté, les inégalités, l'hyper-exploitation de celles et ceux qui ont la chance d'avoir un gagne-pain, le démantèlement du secteur public, la mise en concurrence généralisée.

Catastrophe humanitaire, avec le soutien aux dictatures et aux régimes corrompus, avec la participation aux guerres pour la domination, qui entraînent leurs flots de victimes et de réfugiés et alimentent le terrorisme.

Catastrophe écologique, avec notamment le réchauffement climatique qui menace les conditions d'existence de centaines de millions d'êtres humains.

Ce qui s'est passé en Grèce, le bilan de la concertation chez nous, l'absence depuis 25 ans de mesures efficaces pour sauver le climat, la politique d'asile inhumaine... tout cela débouche sur le même constat: les gouvernements sont vendus à la finance. Ils veulent à tout prix continuer leur œuvre de destruction et tout fait farine à leur moulin.

C'est une illusion de croire que des arguments rationnels pourront amener un changement de politique en douceur. Il faut lutter, s'organiser pour lutter, sur tous les terrains, et faire converger nos luttes dans le respect de toutes et tous.

C'est une illusion aussi de croire qu'on pourra gagner par procuration. Les défis sont énormes et l'adversaire est puissant. **Prenons nos propres luttes en main.** La mobilisation en profondeur, la participation de tous et toutes, l'auto-organisation et la démocratie la plus large sont des conditions du succès.

La magnifique solidarité spontanée avec les réfugiés montre que l'individualisme n'est pas une fatalité et que les gens eux-mêmes, en s'organisant à la base, sont les mieux à même de résoudre les problèmes sociaux. Tirons-en les leçons dans nos organisations, nos associations, nos syndicats. Entrons en résistance et la peur changera de camp. Il est grand temps! ■

Lutter contre l'austérité? Oui, mais pour gagner!



Toutes nos conquêtes, nous les devons aux luttes et à la solidarité de notre classe. Rien ne nous a été donné, tout a été arraché par la lutte, par la solidarité.

Nos parents, nos grands-parents, nos arrière-grands-parents se sont battus et parfois sont morts pour que nous soyons autre chose que de la chair à exploiter au profit des patrons.

Le gouvernement Michel-De Wever veut casser cela. Il ne veut pas seulement nous dépouiller, mais aussi nous atomiser. Il veut nous ramener au 19^e siècle.

Nous sommes nombreux. Nous pouvons être très forts si nous sommes unis et mobilisés. Nous l'avons montré en 2014, avec la manifestation du 6 novembre (130.000 personnes), les grèves tournantes et la grève nationale de 24h, le 15 décembre.

A ce moment-là, les patrons et leur majorité politique étaient sur la défensive, dans tout le pays, face à notre majorité sociale. Si nous avions continué le combat, Michel-De Wever serait tombé et nous n'aurions pas aujourd'hui la pension à 67

ans et la hausse de la TVA, entre autres...

Mais les directions de nos syndicats ont fait une erreur: elles ont cru que notre démonstration de force était suffisante, que cela suffirait pour faire reculer le gouvernement et pour obtenir des compromis du patronat, par la concertation.

La majorité de la CSC a fait une deuxième erreur, encore plus grave: elle a cru qu'en se résignant au saut d'index elle obtiendrait, grâce à ses amis politiques du CD&V, une diminution des impôts pour les travailleurs, compensée par une hausse des impôts sur les riches ("tax shift").

Il faut voir la réalité en face: la mobilisation de l'automne 2014 était magnifique mais nous n'avons RIEN obtenu. Le gouvernement a fait passer tous ses projets, ou presque, et dans notre camp, la division s'est installée.

Cela sème le découragement. Beaucoup de travailleur-euse-s se disent: manifester et faire grève, ça ne sert à rien. Mais ce n'est pas la solution. Réagir ainsi, cela fait le jeu de Michel-De Wever.

Les libéraux veulent casser le secteur public. La NVA veut supprimer les conventions collectives. Cela montre bien le but de la droite et des patrons: détruire les solidarités qui concrétisent notre existence comme classe.

Il faut continuer à lutter, mais lutter pour gagner. Pourquoi avons-nous perdu? Parce que la stratégie de nos directions était mauvaise et que cette stratégie n'a pas été contestée assez fort. Il faut donc une autre stratégie, et celles et ceux qui le veulent doivent s'organiser pour cela.

A la FGTB, mais aussi dans la CSC, nombreux sont celles et ceux qui en tirent la conclusion: la concertation est un piège, il faut lutter pour chasser ce gouvernement. Mais ils restent prisonniers de leur structure et de la stratégie de concertation de leur structure. Ils feraient mieux de s'unir: la Centrale Générale, les métallos FGTB Wallonie-Bruxelles et les secteurs de gauche de la CGSP devraient tendre la main à la CNE et à la LBC, et inversement.

De la base au sommet, il faut que nous prenions nos responsabilités pour imposer un changement de cap. Sans attendre les mots d'ordre.

Prendre nos responsabilités, c'est d'abord refuser les discours de haine qui détournent notre attention vers des boucs émissaires. Ces discours font le jeu de l'extrême-droite. La solidarité est sans frontières ou elle n'est pas.

Prendre nos responsabilités, c'est pratiquer une véritable démocratie dans nos syndicats, à tous les niveaux, refuser la gué-guerre entre organisations, organiser des assemblées sur les lieux de travail, et nous impliquer toutes et tous activement dans la lutte.

Prendre nos responsabilités, c'est exiger de nos syndicats un plan d'action en front commun qui va crescendo jusqu'à la grève générale illimitée pour la satisfaction de ces revendications.

Prendre nos responsabilités, c'est assumer la dimension et les conséquences politiques de notre lutte: oui, nous voulons chasser ce gouvernement de malheur, le plus vite possible!

Prendre nos responsabilités, c'est cesser de faire confiance à de soi-disant "relais politiques" qui profitent de nos luttes pour monter au gouvernement, puis nous plantent des couteaux dans le dos.

Prendre nos responsabilités, c'est nous mobiliser en toute indépendance pour doter le monde du travail d'un nouvel outil politique.

Prendre nos responsabilités, c'est abandonner la "concertation", et développer une stratégie basée exclusivement sur la lutte, l'unité dans la lutte et l'internationalisation de la lutte. La "cogestion du système belge" par la "concertation entre les partenaires sociaux" n'est plus de mise.

Prendre nos responsabilités, c'est cesser de placer nos espoirs dans

une "relance du capitalisme". Ce système n'a plus rien d'autre à nous offrir que la destruction de nos vies et la destruction de la planète et de son climat. La FGTB de Charleroi a proposé un plan d'urgence en 10 objectifs. Débattons-en dans nos syndicats et nos associations!

Prendre nos responsabilités, c'est adopter des revendications immédiates claires pour rendre aux travailleur-euse-s ce qui leur a été volé (par le fédéral ou par les régions) et prendre l'argent là où il est:

Retrait du saut d'index

Retrait de la pension à 67 ans

Retrait des mesures contre les prépensions

Retrait des mesures contre les demandeurs d'emploi et contre les jeunes qui sortent de l'école

Retrait des mesures de restriction dans la culture, l'associatif et le secteur public

Bas les pattes des malades

Suppression des baisses de cotisations patronales à la sécurité sociale

Retrait de la hausse de la TVA sur l'électricité

Liberté de négociation, abolition de la loi sur la compétitivité

Stop aux intérim et autres sous-statuts

Retour aux droits individuels en sécurité sociale

Levée du secret bancaire, cadastre des fortunes et impôt sur les gros patrimoines

Audit de la dette publique et abolition de la dette illégitime

Leçons de Grèce: il faut casser l'Union Européenne

L'UE n'est pas une force de paix, mais une arme entre les mains du patronat européen pour la guerre de concurrence avec les Etats-Unis, le Japon, la Chine.

L'UE n'est pas démocratique. Tout le pouvoir est aux mains d'instances non élues: le Conseil et la Commission. La Banque Centrale n'est soumise à aucun contrôle politique.

L'UE se définit elle-même comme "une économie de marché ouverte où la concurrence est libre". C'est son principe de base. Pour l'UE, la société se réduit à l'économie et l'économie se réduit au marché.

L'UE n'est pas une force de progrès social, mais au contraire une machine de guerre pour la destruction des conquêtes sociales et des droits démocratiques. En vertu de sa définition, elle ne peut rien être d'autre.

A chaque crise, les patrons et les gouvernements disent qu'il faut plus d'Europe pour mieux résister à la concurrence, etc. C'est ainsi que leur machine de guerre, l'UE, se renforce de crise en crise, contre nous.

Les gouvernements ont ainsi profité de la crise de 2008 pour décider que les budgets des Etats doivent être approuvés par la Commission Européenne avant d'être votés par les Parlements nationaux.

Quand le gouvernement grec a organisé un référendum sur les diktats imposés par l'UE, la Banque Centrale Européenne a tenté de créer un mouvement de panique en provoquant la fermeture des banques grecques.

Quand le peuple grec, malgré les pressions, a voté par référendum à 62%

contre ces diktats, le président de la Commission européenne – l'organisateur de la fraude LuxLeaks Jean-Claude Juncker – a déclaré ceci: "Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens".

Le premier ministre grec s'imaginait pouvoir changer l'UE de l'intérieur, par des arguments raisonnables. Cette illusion l'a mené à une totale capitulation. Le peuple grec en paie le prix. La machine de guerre UE doit être brisée. Sans cela il n'est pas possible de mener une autre politique.

L'alternative à l'UE n'est pas le retour aux Etats nationaux qui ont créé l'UE et qui font partie de la machine. L'alternative, c'est une autre Europe: démocratique, sociale, généreuse, écologique, ouverte. En fait, il faut une refondation démocratique et sociale à tous les niveaux, de la commune à l'Europe.

Ne nous voilons pas la face: cela demande un long combat, l'adversaire est très puissant, les difficultés sont immenses. Elles ne peuvent être vaincues que par une lutte d'ensemble des mouvements sociaux au niveau européen.

La Confédération Européenne des Syndicats ne remplit pas son rôle. Au contraire, elle soutient l'UE! La CES a même appelé le gouvernement grec à annuler son référendum contre l'austérité!

Ne nous mettons pas la tête dans le sable. Nous ne pouvons pas, avec nos syndicats, dénoncer l'austérité sans prendre en compte qu'aucune rupture avec l'austérité n'est possible dans le cadre de l'UE. Il faut casser l'UE et lutter pour une autre Europe. C'est un combat politique, et nous devons l'assumer. ■

